

Reçu le :
29 AVR. 2019
e.e.s.m

Communauté de communes SOR et AGOUT
Espace loisirs « les étangs »
81710 SAIX

ONF

DT Midi Méditerranée

Castres, le 17 avril 2019

Agence
Interdépartementale
Aveyron - Lot - Tarn
Tarn-et-Garonne

N/réf. : 000021
Objet : Demande d'avis sur le projet PLUi de la Communauté de communes du Sor et de l'Agout.
V/réf. : Votre courrier du 17/01/2019 MC/MC n°024
Affaire suivie par : Christelle GACHERIEU
☎ 05 63 62 12 62
mél : christelle.gacherieu@onf.fr

5, rue Christian d'Espic
81100 Castres
Tél 05.63.62.12.60
Fax 05.63.51.01.47

Site de Rodez
9 rue de Bruxelles – BP 13411
12034 Rodez Cedex 9
Tél 05.65.77.10.00

Suite à votre demande concernant le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Sor et de l'Agout, voici nos remarques :

- Le périmètre de votre projet comprend des forêts publiques qui, par leur nature, doivent être classées en N « zone naturelle et forestière ». Si ce classement a bien été retenu pour la majorité des terrains concernés, il apparaît un classement en zone A « agricole » pour une partie de la forêt domaniale de la Montagne Noire sur la commune de Massaguel et pour une partie de la forêt communale de Dourgne sur la commune du même nom (voir carte jointe).
Ainsi, nous demandons le reclassement de ces terrains en zone « N ».
Pour ce faire, le périmètre des forêts est disponible sur le site internet de l'ONF à l'adresse suivante : http://www.onf.fr/onf/sommaire/donnees_publicques/donnees_publicques/.
- En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent figurer en annexe des PLU « à titre informatif ». Nous n'avons pas trouvé cette information dans le projet que vous nous avez communiqué. Pouvez-vous nous signaler dans quel document elle figure ? En cas d'absence, nous demandons à ce qu'elle soit rajoutée.
- Nous demandons également que soit rajoutée la mention du régime spécial de ces terrains : « en application de l'article L211-1 du code forestier, les forêts publiques relèvent du régime forestier et bénéficient de ce fait d'un régime spécifique de protection et de gestion durable et multifonctionnelle garanti par l'Office national des forêts (ONF), établissement public de l'Etat chargé de sa mise en œuvre.
Les forêts domaniales sont la propriété privée de l'Etat et placées sous la main du ministère chargé de l'agriculture. Toute occupation du domaine forestier privé de l'Etat relève d'une décision de l'Office national des forêts (art L221.2 du code forestier)
Pour les forêts communales, l'article R 214-19 du code forestier rend obligatoire la consultation de l'Office national des forêts pour vérifier la compatibilité de tout projet d'occupation du domaine privé forestier d'une commune par rapport aux objectifs de l'aménagement forestier de la forêt communale. »

- Distance de construction par rapport à la forêt : quand les pourtours de la forêt ne sont pas déjà urbanisés, l'Office national des forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à de 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure.
- Accès à la forêt : le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.

Pour le Directeur d'Agence,
La Responsable du Service Foncier



Christelle GACHERIEU